# Périodiques

La «Nouvelle NRF» d'avril a reproduit le premier des quatre poèmes de Le Maguet publiés dans notre dernier numéro — «poèmes, écrit Jean Guérin, qui parfois évoquent Vildrac ou Chennevière ; pourtant si purs de soucis d'école, de bariolage, qu'ils serrent le cœur.»

[|* * * *|]

Quelques-uns de nos amis s'étaient étonnés de notre «Reconnaissance à François Mauriac» parue dans le premier numéro de «Témoins». Souhaitons qu'entre-temps certain fort bel article du «Canard enchaîné» (17 mars 1954) n'ait pas échappé à leur attention, article intitulé «François-le-Lépreux», par lequel l'hebdomadaire de la rue des Petits-Pères, qui n'est assurément point suspect de s'incliner devant les valeurs consacrées, ni encore moins sacrées, montrait assez qu'il partageait notre sentiment. On y lisait en effet, à propos de l'étonnant grand écrivain : «Tirons-lui notre chapeau. Pour venir au non-conformisme, il avait à parcourir un plus long chemin que nous».

Ce qui n'empêche pas que lorsque le même François Mauriac lança dans le «Figaro», il y a de cela bien des semaines, l'idée d'un «nouveau concordat» destiné à assurer la protection (n. b. : contre la politique romaine) des catholiques français, nous nous soyons dit en toute ingénuité que ce serait vraiment un comble si les coreligionnaires de notre auteur s'avisaient, pour remporter pareille revanche temporelle, d'alléguer pour prétexte l'un des actes les plus scandaleux de leur centrale ès Latium. — Au reste, il paraît que ce ne serait pas du tout une revanche tellement fructueuse : loin de faire écho à la suggestion de ce phénomène d'académicien cher au faubourg et sincère chrétien qu'est l'auteur d'«Atys», le Vatican, par un éloquent silence, a donné à entendre que la séparation du diabolique petit père

Combes est, tout bien pesé, pour l'Église le nec plus ultra du confort moderne.

[|* * * *|]

Suite à la rubrique de la censure en progrès :

Comme nous l'avons relaté, le journaliste zurichois Carl Seelig, condamné en première instance à s'incliner devant la décision du propriétaire d'une salle de cinéma, qui, mécontent de ses critiques dans la presse, lui refusait tout droit d'entrée, même contre-paiement d'un billet, avait interjeté appel devant la cour suprême suisse, le Tribunal fédéral de Lausanne. Entre-temps, jugement a été rendu – contre le journaliste. Les juges ont beau s'en être eux-mêmes déclaré désolés, cela n'en fait pas une plus belle jambe à la liberté de la presse.

[|* * * *|]

Après ce cas de censure indirecte, voire involontaire, mais non moins effective, de la presse, voici ce que l'on devrait presque appeler un cas de censure postale après la lettre (c'est le cas de le dire). Nous songeons au procès intenté, également à Lausanne, au professeur Bonnard, éminent humaniste et, en politique, désarmant hurluberlu, puisque non content d'appartenir, le pauvre homme, au mouvement des partisans de la paix (sic), il s'employa à renseigner par lettres le président d'icelui, Joliot-Curie, sur la mentalité politique des membres du Comité international de la Croix-Rouge. Précisons-le tout de suite : ces «renseignements», échos de vagues potins battus et rebattus exactement conçus dans l'«esprit» (?) cher aux cocos, étaient marqués au nom de la plus évidente sottise. Mais le beau, c'est que si notre professeur avait publié tout cela dans les journaux du pays, on n'aurait pas pu lui toucher un cheveu, alors qu'ayant confié par lettres ses maigres ragots à une «association étrangère», il tombait, selon la législation du cru, sous le

coup de la loi. Même le «Journal de Genève» et «la Gazette de Lausanne», organes assurément à mille lieues d'être communisants, ne purent, en rendant compte des débats, cacher leur malaise. Pourquoi diable, avaient l'air de se demander ces respectables feuilles, avoir engagé ce procès ridicule, qui d'ailleurs devait se terminer par une peine de rien infligée au professeur, avec sursis ? Résultat : toute une jeunesse estudiantine admire plus que jamais ce héros de la « iberté de l'esprit». Décidément, il n'y a rien qui ne concours à ce que nous vivions sous le signe de la maldonne.

[|* * * *|]

Quelle mouche a bien pu piquer Claude Mauriac, esprit si fin quand il parle, par exemple, de Proust ou se penche sur les révélations du film, à écrire dans le courrier des lettres du «Figaro» du 31 mars certaine «Esquisse d'Albert Camus» non seulement incompréhensive au possible, mais proprement venimeuse ? Déjà le père, dont nous admirons, on le sait, certain courage de l'esprit, nous avait parfois étonné, lorsqu'il lui arrivait de parler sur un certain ton de Camus, comme si la passion de la liberté de notre camarade était trop authentique pour ne pas gêner un écrivain clérical, même s'il arrive à ce clérical écrivain de ruer dans les brancards. — Libre à Claude Mauriac de ne pas aimer l'admirable «Été» de Camus et, se laissant arrêter par de faciles (mais peut-être gratuites) associations littéraires, d'en refuser la sagesse grave, la non moins grave fidélité au bonheur. Oui, libre à lui, si même notre mouvement est alors de l'en plaindre. Mais parce que Camus, à l'écoute du plus profond de sa sensibilité, a écrit cette phrase, magnifique certes, mais non moins évidemment soucieuse de capter une part essentielle de son être : «J'ai toujours eu l'impression de vivre en haute mer, menacé, au cœur d'un bonheur royal», — oui, parce que Camus a écrit ces mots-là, en prendre prétexte pour énoncer : «Nous attendions un grand écrivain. Nous n'avons qu'un homme de lettres», voilà bien, surtout de la part d'un Claude Mauriac,

qui nous dépasse et nous indigne. Particulièrement si l'on songe que le même Claude Mauriac, qui reproche à Camus, de n'être, «qu'un homme de lettres», s'est avisé dans «Preuves» (n° 38) de rompre une lance en faveur de Charles Maurras littérateur. En vérité, il n'y a pas comme les gens intelligents (d'une certaine forme d'intelligence) pour perdre complètement la boussole.

[|* * * *|]

Pendant autrichien de «Preuves», «Forum», dans son n° 4 (avril), en grand progrès sur les précédents, évoque, pour le 8e anniversaire de sa naissance, la grande figure de l'incomparable critique et poète-polémiste viennois Karl Kraus (mort en 1936), qu'il vaudrait la peine de faire mieux connaître en France. Peut-être, si la force nous en est donnée, nous y emploierons-nous quelque jour. (Mutatis mutandis et toutes proportions gardées, on a pu comparer le rôle de Kraus à celui de Péguy, — d'un Péguy agnostique, s'entend, et moins familier de Jeanne d'Arc que de Heine).

Une note de ce même numéro nous apprend un détail bien intéressant (p. 22, colonne 2) : Thomas Mann, le 22 mars 1954, a éprouvé le besoin de saluer par un télégramme l'ouverture du congrès anti-CED organisé à Paris par les communistes et affiliés.

Non que nous-mêmes soyons prêts à militer pour la CED. Mais Thomas Mann, qu'on avait pu croire enfin guéri (ses déclarations à Rome, lors de sa réception par Silone), est peut-être un très grand écrivain (nous disons, nous, peut-être), il est aussi le type de l'intellectuel allemand absolument aveugle en politique (les intellectuels, en politique, nulle part ne se distinguent par leur clairvoyance, mais Gœthe y compris, à leurs collègues d'Allemagne le pompon). Surtout, il a toujours eu la marotte de sympathiser : sous la guerre de 1914 avec l'Empire ; depuis, après une

période «démocratique», avec... l'empire d'en face. *Requiescat in bello...*

[|* * * *|]

Personne n'en parle, parce que personne n'ose y croire : est-ce que la libération des Russes par eux-mêmes, et donc peut-être la seule et dernière chance de la paix, de la liberté, de l'homme, serait possible, — possible pour la première fois le miracle du renversement d'un régime totalitaire par la révolte de ses propres esclaves ? Il y a du moins ceci de nouveau que, dès maintenant, il arrive qu'on se le demande. Non seulement en souvenir de ce qui s'est passé à Berlin l'an dernier, mais en outre on a pu lire :

1. Dans le numéro du 15 mars de «Contacts», ce que Boris Litvinoff rapporte des 18 fusillés russes de Magdebourg, exécutés le 28 juin 1953 pour avoir refusé de participer à la répression du soulèvement des ouvriers allemands. — Certes, comme nous l'écrit Monatte les propagandes, actuellement, ne brouillent pas seulement les ondes. Mais si le fait est vraiment exact, l'on ne saurait en exagérer l'importance.
2. Dans l'«Observer» et dans la «Neue Zürcher Zeitung», le récit de la journaliste allemande Brigitte Gerland, elle-même revenue (par amnistie) de déportation, sur ce qu'elle avait appris non seulement de l'opposition dans les camps de travail forcé, mais en outre, fait inouï, des grèves d'esclaves qui s'étaient produites dans le grand Nord. En français, dans le n° 35 de «Preuves» (mars), François Bondy a fait allusion à ces nouvelles en rapportant sa rencontre, à Berlin, avec Brigitte Gerland.
3. Enfin et surtout, «Der Monat» (Berlin mars 1954) a publié un récit direct des grèves en question, décrites par l'ex-déporté Joseph Scholmer, qui y a lui-même assisté dans le grand centre charbonnier de Wortouka

> (au-dessus du cercle polaire). La place nous manque pour nous étendre sur les détails, cependant passionnants de ces événements considérables. Nous citerons seulement les réflexions terminales de J. Scholmer : «Cette grève est la première démonstration à ciel ouvert et cohérente entreprise contre le régime depuis la révolte des matelots de Cronstadt en 1921. Elle a détruit la légende de l'immunité du système, qu'il est en effet possible de battre en brèche dès qu'une masse ouvrière se sert, contre la classe régnante des mêmes méthodes de la lutte de classe pratiquées en dehors de l'Union soviétique et de ses pays satellites. Bien plus, la production industrielle de l'URSS est, en raison de sa planification, infiniment plus sensible que toute autre aux moindres des perturbations. Les millions de travailleurs forcés, tiennent, en fait, entre leurs mains une part énorme de la production des matières premières (rien qu'environ 50 % des charbonnages et près de 80 % de la production du bois). Une grève s'étendant non seulement à Wortouka, mais dans tous les rayons des camps du Ministère de la Sûreté de l'État (MGB), ébranlerait jusque dans ses fondements toute l'économie de l'Union soviétique.»

Certes, nulle question n'exige plus de prudence, plus de méfiance, également, envers notre propre propension à nous monter le cou. Lisons ces textes. Taisons-nous, et, sachant que l'été est la seule saison qui permette dans l'arctique une activité quelconque, contentons-nous de nous demander tout bas : que se passera-t-il pendant l'été 1954 ?

[|* * * *|]

D'autre part, ne nous le dissimulons pas, bien des meilleurs d'entre les esprits libres d'Occident se condamnent d'avance à louper l'avenir de par la fidélité fatale qu'il leur arrive de garder à toute une série de légendes et de mythes caducs (et c'est bien pour contribuer à réagir là-contre que nous avions

publié cet hiver un ensemble d'études sur la «mystification dialectique», de même que nous donnons dans le présent cahier l'article de Jean Cello écrit pour dissiper certaine légende de la droite et de la gauche). — Mais si le dégonflage des mythes et des légendes qui ont fait leur temps est chose essentielle et même urgente, la poursuite de ce louable but ne va pas sans exposer certains au danger de ne plus nous proposer rien de grand. C'est à quoi nous pensions en parcourant le manuscrit de la traduction, établie par notre ami Fontol, du dernier chapitre du récent livre d'Herbert Lüthy sur la France («Frankreich's Uhren gehen anders», Europa Verlag, Zurich), traduction qui, nous dit-on, paraîtra en mai dans «Preuves». Esprit aigu s'il en est, Lüthy dénonce pertinemment nombre des confusions dont nous risquons de crever, mais, pour le dire en adoptant à peu de chose près la terminologie d'un Péguy, il nous a paru qu'à force de faire confiance à la seule raison raisonnante, Lüthy en vient à négliger cette vérité majeure qu'il ne saurait y avoir d'action temporelle respectueuse des plus hautes valeurs de l'homme, autrement dit de politique pleinement valable, sans «mystique». — Et c'est un peu ce danger-là que ne nous a pas non plus semblé éviter tout à fait, dans la même revue (n° 38, avril 1954), Jean Rounault, au cours d'une étude, au reste très humaine et très belle, intitulée «Les prêtres-ouvriers et la religion temporelle». Évidemment, Rounault cherche avant tout à comprendre par quel mécanisme certains catholiques sincères se trouvent prédisposés à passer au communisme et, en outre, en quel sens le communisme lui-même est, pour les masses, religion. Si, comme il semble permis de l'admettre, Rounault envisage aujourd'hui les choses selon une vision chrétienne de l'univers, il est clair, certes, que pour lui la question de la « mystique» est résolue d'emblée ; il peut même en un sens, l'esquiver sur le plan social en la posant ailleurs. Pour le monde moderne, qui n'a point cette grâce, elle se pose, au contraire, ici-bas, dans toute son ampleur. D'autres, plus qualifiés que nous-mêmes, y reviendront peut-

être ici quelque jour. Pour le moment, nous avons seulement voulu mettre en garde les hommes de bonne volonté ralliés au seul «bon sens», et de ce fait bien près de tomber malgré eux dans l'illusion technocratique, contre la grave omission qu'ils sont en passe de commettre : car, dans l'histoire, l'oubli des dieux a toujours préparé la résurrection des idoles.